

ENTRETIEN

Inflexion de l'aide vers un vrai développement

► Une interview de *Roland Marchal*

Selon Roland Marchal, les facteurs géopolitiques jouent un rôle relativement sporadique dans l'insécurité alimentaire chronique de l'Éthiopie. Même si elle a généré une forte croissance, la politique économique du régime – du type développementaliste – est davantage à mettre en cause, ayant entraîné une très forte inflation et creusé de manière importante les inégalités.

Roland Marchal

est chargé de recherche au Centre d'études et de recherches internationales (Ceri) de Sciences-Po Paris. Spécialiste des conflits armés sur le continent africain et de la politique des grandes puissances vis-à-vis de l'Afrique, il a été rédacteur en chef de la revue *Politique africaine* de 2002 à 2006.

Symboles de la politique gouvernementale : les grands projets hydroélectriques ou la location de centaines de milliers d'hectares de terres arables à des firmes étrangères. La récente disparition de Meles Zenawi, homme fort du régime et « star » de la lutte anti-terroriste pour les Occidentaux, devrait inciter ces derniers à infléchir les politiques d'aide internationale vers plus de réalisme.

Défis Sud : Quelle est l'importance du facteur géopolitique sur l'insécurité alimentaire chronique en Éthiopie ?

Roland Marchal : Il n'y a pas de réponse univoque. Des observateurs parlent d'un fort impact, d'autres sont plus réservés. Il y a eu par exemple en 2007 une sécheresse dans la région d'Ogaden. Le gouvernement éthiopien a voulu remettre de l'ordre et a expulsé les ONG tout en militarisant la distribution de l'aide humanitaire et en contrôlant de manière drastique les routes d'approvisionnement. Cette série d'interventions ont clairement aggravé la crise humanitaire. Mais de manière générale, l'Éthiopie est un pays où les famines sont un phénomène récurrent et l'État a donc construit des mécanismes d'aide structurels. Ces mécanismes fonctionnent relativement bien dès lors que la dimension politique n'est pas significative. Mais la posture du gouvernement éthiopien n'est pas constante : il a des moments de réalisme et d'autres où il est

tétanisé. Dans ce dernier cas, les choses se passent plutôt mal.

DS : L'instabilité du voisin somalien joue-t-elle un rôle ?

RM : Les situations sont variables, encore une fois. L'Éthiopie est intervenue militairement en décembre 2006 en Somalie et là effectivement, la région était dans une période d'assez grande porosité. Des mouvements armés somaliens ont probablement fourni refuge à leurs collègues éthiopiens, les aidant à faire le coup de feu de l'autre côté de la frontière. Mais l'armée éthiopienne a quitté la Somalie depuis janvier 2009. Elle s'est retrouvée à la frontière dans une attitude qui, dans un premier temps, a semblé très défensive. Et puis en 2010, l'Éthiopie a réussi à créer des milices soufies qui ont donné un rôle de zone tampon à cette même zone frontalière, en collaboration avec l'armée éthiopienne. Le dispositif est monté en puissance en 2011 avec le départ des Shabaab de Mogadiscio et l'occupation par l'Amisom¹ de plusieurs villes à l'intérieur de la Somalie. L'Éthiopie a joué un rôle important de soutien, même si elle ne fait pas partie de l'Amisom. L'insécurité créée par une Somalie instable est donc bien moins grande aujourd'hui qu'elle l'était entre 2007 et 2009. L'Éthiopie a par ailleurs récemment entamé une série de négociations avec le FNLO², le principal mouvement rebelle de l'Ogaden, avec le soutien du gouvernement kenyan. Ces avancées sont probablement dues à la mort du premier ministre éthiopien Meles Zenawi. L'incertitude au centre de l'État éthiopien l'oblige à être plus modéré vis-à-vis de sa périphérie.

DS : Quel va être l'impact de la disparition de M. Zenawi sur la stabilité politique du pays ?

1 : Mission de l'Union africaine en Somalie (acronyme de l'anglais African Union Mission in Somalia).

2 : Front national de libération de l'Ogaden.

RM: Il y a plusieurs choses à noter. Tout d'abord, c'est un régime qui a toujours été très autoritaire mais qui est devenu très personnel après les élections de 2005 et la répression qui a suivi. M. Zenawi et ses proches, en particulier sa femme, étaient à tous les postes de commande. C'est là l'inquiétude majeure, de nombreux signes montrant que le bateau tangué. La disparition du chef entraîne beaucoup d'hésitations. Ce n'est pas pour dire qu'il va y avoir un coup d'État ou une nouvelle guerre mais il y a des incertitudes politiques réelles. Néanmoins, l'Éthiopie n'est pas un État faible. Il y a une bureaucratie, des institutions. On peut en dire tout ce que l'on veut par ailleurs, mais elles fonctionnent et mettent en œuvre les grands axes politiques. Cela veut dire que les relations avec les voisins ne vont pas changer abruptement. Il y aura éventuellement des inflexions – comme sur le dossier somalien, dont M. Zenawi s'occupait personnellement – mais l'analyse par le nouveau gouvernement sera la même.

DS: La plupart des analystes estiment que l'aide dans la région consacre les politiques urgentistes au détriment du développement. Comment peut-on fournir une aide plus structurelle à l'Éthiopie ?

RM: Ce débat sur le développement est très complexe. L'aide d'urgence, on sait faire : on a ces zones extrêmement précaires que l'on soutient tous les 2, 3 ou 4 ans. Ce sont des paysans qui perdent tout et vous êtes donc obligés de faire quelque chose. Le développement suppose des politiques macroéconomiques globales impliquant à la fois l'aide internationale et le gouvernement éthiopien. L'un des problèmes est qu'Addis-Abeba n'a jamais mis en œuvre de telles politiques macro ou seulement de façon extrêmement sectorielle. Exemple avec le partage des terres : la libéralisation promise n'a jamais été menée à son terme. Dans les dernières années de sa vie, M. Zenawi a bien développé un plan économique développementaliste, un peu sur le modèle chinois (même si les Chinois lui disaient de ne surtout pas le faire), dont l'objectif était d'obtenir une croissance à deux chiffres, en privilégiant les grosses infrastructures. Le problème est que l'inflation est devenue telle (jusqu'à 40 % en 2010) que les milieux populaires ont été



Pancarte d'une association de microfinance éthiopienne, partenaire de SOS Faim.

très durement frappés. Le représentant du FMI, qui en 2011 avait osé dire que tout cela n'était pas très sérieux, a été renvoyé illico à Washington. Vous voyez ici la prédominance des facteurs politiques au niveau de l'aide internationale. M. Zenawi était vu par la majeure partie des dirigeants occidentaux, en particulier les anglais et les américains, comme la star de l'Afrique. Vif, intelligent, il parlait comme eux et soutenait la lutte contre le terrorisme. L'Occident a donc toujours soutenu sa politique, même si ses bureaucraties étaient plus mitigées.

DS: Comment les politiques d'aide vont-elles évoluer ?

RM: Sans M. Zenawi, le soutien politique va être revu à la baisse et la communauté internationale va être plus réaliste sur les ambitions éthiopiennes. À la fois car cette ambition crée des problèmes au niveau régional – avec le Soudan, l'Égypte ou le Kenya, du fait notamment de la construction de barrages, aux conséquences écologiques très incertaines – mais aussi car les nouveaux dirigeants n'auront certainement pas la même aura que M. Zenawi. Il y aura donc des inflexions vers un vrai

développement, au-delà des énormes infrastructures. Une plus grande attention va être portée aux populations, au rôle de l'inflation dans la construction des inégalités sociales et aux politiques de sécurité alimentaire. Les projets seront probablement davantage basés sur la réalité économique que sur les alliances politiques comme dans le passé. Mais l'ancrage de l'Éthiopie dans le camp occidental va rester une problématique majeure, ce dernier restant peu critique vis-à-vis du gouvernement éthiopien. La lutte contre le terrorisme continue, en dépit des progrès en Somalie.

DS: La sécurité alimentaire en Éthiopie nécessite-t-elle une meilleure collaboration régionale entre États membres du Comesa (le Marché commun de l'Afrique orientale et australe) ?

RM: Je ne pense pas que la Comesa joue un rôle important dans la Corne. À nouveau, ce sont de grands projets d'infrastructures qui sont dans les cartons. Exemples : une route entre le Sud-Soudan et le Sud de l'Éthiopie, un pipeline et une autoroute vers le Kenya... Il est vrai que l'un des problèmes majeurs de l'Éthiopie

Suite à la page suivante >

> est qu'elle est privée d'accès à la mer. La connexion avec Djibouti fonctionne et de telles infrastructures peuvent améliorer l'économie du pays et par là-même, la sécurité alimentaire. Une meilleure intégration régionale avec le Kenya pourrait avoir des bénéfices certains, notamment parce que l'accès vers le Kenya se fait par des zones très pauvres. On pourra donc atteindre plus facilement certaines populations précarisées. Malgré tout, on reste là dans le rêve et dans les grands projets. Les hommes politiques disent beaucoup de choses et je reste donc très prudent.

DS: On parle beaucoup de l'Éthiopie dès que l'on évoque les problématiques d'accaparement des terres. Quels effets ont ces cessions de terres sur la sécurité alimentaire en Éthiopie ?

RM: La terre en Éthiopie appartient à l'État. C'est à la fois un outil de développement économique et un moyen de contrôle de la paysannerie. Durant les élections, si les gens votent mal, on leur retire leurs terres. Dans le même temps, ces terres sont négociées avec les acteurs économiques extérieurs. La logique supposée ici est qu'en passant à un mode d'agriculture intensif, on va augmenter la productivité et diminuer par conséquent les coûts des produits alimentaires. Problème, ce qui est produit dans ces projets n'est pas consommé localement mais vendu sur le marché international. Ces investissements directs étrangers aident donc peut-être les caisses de l'État éthiopien mais l'intérêt pour le reste de la population est très faible. Il y a donc une malhonnêteté des dirigeants, qui n'œuvrent

pas du tout à la réduction des inégalités. C'est finalement très similaire aux projets d'infrastructures que j'ai évoqués. Dans les projets hydroélectriques, ce sont les lignes à haute tension qui sont budgétisées par l'État, pas les transformateurs. Hors, ce sont ces derniers qui permettent l'accès des populations à l'électricité. Si, comme 90% de la population rurale, vous ne pouvez vous payer cet accès, vive les bougies ! Bien sûr, ces arguments ne couvrent pas l'entièreté du problème et il y a des aspects positifs dans les investissements fonciers étrangers. Mais ce qui me frappe, c'est le manque de dialogue public sur ces questions. Ce dialogue n'a jamais lieu ou seulement à des niveaux très élevés, dans un bureau, les portes fermées. ■

Propos recueillis par Patrick Veillard